

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

**Activité économique :** la production industrielle et l'investissement continuent de ralentir en mai

**Immobilier :** en mai, les ventes de logements et investissements immobiliers ralentissent nettement; la croissance des prix des logements accélère, tirée par les villes de rang 3 (moins de 5M d'habitants)

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

**International :** le 10<sup>e</sup> dialogue économique et financier entre la Chine et le Royaume-Uni s'est tenu à Londres le 17 juin

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

**Banques :** les autorités font appel aux grandes banques et aux gestionnaires de fonds pour apaiser les tensions sur le marché interbancaire trois semaines après la reprise de la Baoshang Bank

**Ouverture financière :** Huatai Securities lève 1,5 Mds USD en GDRs à Londres via le Shanghai-London Stock Connect

**Ouverture financière :** les nouvelles mesures d'ouverture financière annoncées par les régulateurs chinois lors du forum de Lujiazui à Shanghai

**Marché boursier :** trois entreprises obtiennent l'approbation de la CSRC pour se coter sur le High-Tech Board

**Banques :** UBS en difficulté après les commentaires du chef économiste sur la fièvre porcine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

**Guerre commerciale :** nouvelle rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping prévue en marge du prochain Sommet du G20 à Osaka ; reprise des discussions entre les négociateurs

**Guerre commerciale:** suspension de la plainte américaine déposée à l'OMC à l'encontre de la Chine sur ses pratiques en matière de PI

**OMC:** suspension de la plainte chinoise visant les États-Unis et l'Union européenne sur le dossier dit « de l'Article 15 »

**Relations Chine-Canada:** les douanes chinoises bloquent un troisième exportateur de porc canadien

**Relations US-Chine :** la Chine maintien des mesures anti-dumping et antisubventions sur les céréales de distillerie américaine

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

**Electronique :** Apple amorce le redéploiement d'une partie de sa chaîne d'approvisionnement hors de Chine

**Industrie :** la croissance de la production industrielle marque le pas

**Internet :** Alibaba réorganise ses activités innovantes dans la perspective d'une levée de fonds



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

**Développement durable** : *plan d'action chinois pour limiter les émissions de méthane*

**Développement durable** : *semaine nationale de promotion de l'efficacité énergétique et publication d'un Plan d'action pour une meilleure efficacité dans les technologies du froid*

**Gestion des risques** : *tremblement de terre dans le Sichuan*

## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Macro** : *ralentissement annoncé de la croissance des exports en 2019*

**Finance** : *manifestations contre le projet de loi sur l'extradition et turbulences sur le marché boursier*

**Monnaie** : *décision de la FED sur les taux: les autorités monétaires hongkongaises appellent à la vigilance pour contrôler la volatilité des marchés*



## CONJONCTURE

### Activité économique : la production industrielle et l'investissement continuent de ralentir en mai

La croissance de production industrielle (en valeur ajoutée, en g.a.) a ralenti à +5% en mai, alors au plus bas depuis 2002, contre +5,4% en avril. La croissance de la production du secteur privé ralentit également, à +8,8% en g.a. sur la période janvier-mai contre +9,1% sur les quatre premiers mois de l'année. En particulier, le secteur manufacturier tombe à +6,4 % pour la période janvier-mai contre +6,7% pour janvier-avril. A noter que la croissance de la production des entreprises d'Etat baisse pour la première fois depuis février, à +4,7% de janvier à mai contre +4,9% pour janvier-avril.

Les investissements bruts en capital fixe ont progressé de +5,6% entre janvier et mai contre +6,1% sur les quatre premiers mois de l'année, notamment en raison du ralentissement des investissements en infrastructures (+4% contre +4,4% pour la période janvier-avril) et des investissements immobiliers.

Les ventes au détail en valeur ont augmenté de +8,6% (g.a) contre +7,2% en avril, alors au plus bas depuis mai 2003. A l'inverse, le secteur de l'automobile est particulièrement en difficulté, comme l'illustrent les chiffres de ventes de véhicules publiés par la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM), en baisse de 16,4% (-17,4% pour les véhicules de tourisme) en mai 2019 par rapport à 2018. Outre le déficit de confiance des consommateurs, le marché automobile est affecté cette année par une baisse drastique des subventions à l'achat de véhicules électriques (entre -45% et -60%).

### Immobilier : en mai, les ventes de logements et investissements immobiliers ralentissent nettement; la croissance des prix des logements accélère, tirée par les villes de rang 3 (moins de 5M d'habitants)

En avril, les ventes immobilières se contractent de -5,5% (g.a) en mai contre +1,3% en avril. La croissance des mises en chantier ralentit largement à +4% (contre + 15,5% en avril et pour une croissance annuelle de +17% en 2018, nettement supérieure à la dynamique de 2017 (+7%)). Les ventes de logements chutent également à -3,9% (contre +2,7% en avril) tout comme les mises en chantier résidentielles qui tombent à +5,14% (contre +18,5% en avril et une moyenne annuelle glissante de 18% en 2018). Les investissements immobiliers ralentissent à +9,5% contre +12% en avril. Enfin, les investissements immobiliers résidentiels à +16% contre 11 % fin 2018.

Les prix des biens immobiliers résidentiels continuent d'augmenter (49<sup>ème</sup> mois consécutif d'augmentation), notamment grâce au rebond des prix dans les villes de rang 3. Les prix moyens des logements neufs dans les 70 principales villes chinoises ont augmenté de +0,7% (en g.m.) en mai, alors la croissance la plus rapide depuis décembre dernier. En glissement annuel, les prix ont augmenté de +10,7% en mai. La plupart des 70 villes interrogées par le bureau national des statistiques signalent encore une augmentation mensuelle des prix des logements neufs en mai (67 sur 70 en mai, comme en avril). Les prix dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) et les villes de rang 2 ont néanmoins décéléré, à respectivement +0,3% en mai (g.m. contre +0,6% en avril) et 0,6% en mai (+0,6% en avril). Les villes de rang 3 ont alors tiré cette hausse des prix, qui augmentent de + 0,8% contre +0,5% en avril. Pour mémoire, les dynamiques des prix dans le secteur immobilier en Chine à partir des statistiques officielles sont nettement moins volatiles que celles à partir de données de fournisseurs privés.

Pour rappel, les autorités ont assoupli le dispositif régissant le marché immobilier en décembre, laissant davantage de marge de manœuvre aux collectivités locales pour mettre en pratique des mesures visant à limiter la spéculation dans un contexte de ralentissement économique. En parallèle, de nombreuses banques ont proposé des taux hypothécaires inférieurs au taux de référence en décembre.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE GENERALE

### **International : le 10<sup>e</sup> dialogue économique et financier entre la Chine et le Royaume-Uni s'est tenu à Londres le 17 juin**

Le 10<sup>e</sup> dialogue économique et financier entre la Chine et le Royaume-Uni a eu lieu le 17 juin à Londres, en présence du vice-premier ministre, HU Chunhua et du Chancelier de l'Echiquier, Philip Hammond. Le dialogue s'inscrit dans une « golden era » des relations sino-britanniques, selon les termes du communiqué de presse.

La dialogue a permis de mettre en avant le lancement du London-Shanghai Stock Connect, permettant aux investisseurs internationaux d'acheter des actions de sociétés chinoises et aux investisseurs chinois d'accéder au London Stock Exchange.

Le dialogue a été l'occasion d'annonces précises. Un groupe de travail dédié doit réaliser une étude de faisabilité sur un « UK-China Bond Connect », réplique du Stock Connect pour le marché obligataire. De nouvelles étapes ont été franchies en vue d'ouvrir le marché chinois aux importations de viandes de bœuf, d'agneau et de volailles en provenance du Royaume-Uni, et afin d'élargir l'accès au marché pour les viandes porcines. La création du « UK China Fund » a été annoncée, avec un objectif de dotation de 1 Md GBP à destination des PME/ETI britanniques avec des projets d'expansion en Chine. En matière de paiements, Multipass et UnionPay ont annoncé la création d'une nouvelle plateforme, pour 100M GBP, permettant d'étendre le réseau China UnionPay hors de Chine continentale. Enfin, divers accords commerciaux ont été signés pour un total de 500M GBP, dans les secteurs de l'éducation, de la Tech et des services financiers.

Sur le plan multilatéral, les deux parties réaffirment dans une déclaration conjointe leur soutien au système commercial multilatéral, tout en soulignant leur volonté de travailler à une réforme des trois fonctions de l'OMC (règles, règlement des différends, suivi des engagements). L'objectif de renforcement des règles encadrant les subventions industrielles, en particulier, est mentionné.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### **Banques : les autorités font appel aux grandes banques et aux gestionnaires de fonds pour apaiser les tensions sur le marché interbancaire trois semaines après la reprise de la Baoshang Bank**

La CSRC (régulateur des valeurs mobilières) a demandé aux neuf plus grandes sociétés de courtage et aux gestionnaires d'actifs d'offrir des liquidités aux sociétés de courtage de taille intermédiaire. En échange de ce soutien, la China Securities Finance Corporation, une entité publique, fournira des possibilités de financement aux sociétés de courtage et aux gestionnaires d'actifs participant au programme. Parallèlement, la PBoC et la CBIRC (régulateur bancaire) ont demandé aux cinq plus grandes banques d'Etat de fournir des facilités de financement aux sociétés de courtage.

Les banques parties au programme sont : Bank of China (BoC), China Construction Bank (CCB), Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), Agricultural Bank of China (ABC), China Development Bank (CDB) and Postal Savings Bank of China (PSBC). Les sociétés de courtage mobilisées sont : Citic Securities Co., China International Capital Corp., Huatai Securities Co., Guotai Junan Securities Co., China Merchants Securities Co., China Galaxy Securities Co. et CSC Financial Co.

Après la reprise de la Baoshang Bank, la PBoC a injecté 150 Mds RMB (\$21,7 Mds) pour soutenir le marché interbancaire à travers des opérations d'*open market*. Le 14 juin, la PBoC est intervenue par le biais de quotas de standing lending facilities (SLF), pour 300 Mds RMB, en soutien aux banques petites et moyennes. La banque centrale a également appelé les grandes banques d'Etat et les « *brokerage houses* » à soutenir le marché interbancaire. En outre, la PBoC garantira des Negotiable Certificates of Deposit émis par la Bank of Jinzhou par le biais de CRMW (*credit risk mitigation warrant*). Cette mesure visait également à apaiser les inquiétudes du marché sur le statut financier des petites banques, suite à la démission de EY, chargé de l'audit de la Bank of Jinzhou, au motif d'incohérences en matière de prêts dans son bilan

Pour mémoire, la mise sous tutelle de la Baoshang Bank a ravivé les doutes sur la santé de certains établissements bancaires. En outre, la PBoC n'a garanti qu'une partie des prêts de cette banque en difficulté mettant ainsi fin à la garantie implicite sur tous les prêts interbancaires. Les modalités de cette mise sous tutelle ont ainsi renforcé les inquiétudes à l'égard de la liquidité du marché interbancaire. Les grandes banques rechignent désormais à prêter aux plus petites banques — les collatéraux offerts par ces dernières prenant souvent la forme de produits structurés opaques — entraînant une hausse de leur coût de financement. Selon des sources citées par Caixin, de nombreuses banques ne considèrent désormais plus des obligations notées AA+ de SOEs comme collatéral acceptable.

Environ un mois après la mise sous tutelle de la Baoshang Bank par la PBoC et la CBIRC, d'autres acteurs financiers font état de difficultés d'accès à la liquidité. A ce stade, 19 petites banques n'ont pas encore publié leurs rapports annuels pour 2018 (certaines banques ne l'ont pas publié depuis deux ou trois ans).

### **Ouverture financière : Huatai Securities lève 1,5 Mds USD en GDRs à Londres via le Shanghai-London Stock Connect**

*Huatai Securities* est devenue la première société chinoise à se financer via le *Shanghai-London Stock Connect* en émettant 75M de GDRs (*global depositary receipts*) à 20,5 USD pour un montant total de

1,5 Mds USD à Londres. Un GDR équivaut à 10 actions A sur la Bourse de Shanghai. Les nouvelles actions émises représentent 9% des actions en circulation de la société. *Huatai Securities* devient ainsi la première entreprise de structure « A+H+G ». Auparavant, 76% de ses actions étaient cotées à Shanghai et 24% à Hong Kong.

Actuellement, environ 260 sociétés chinoises sont éligibles (conditions : être cotée sur la plateforme principale et disposer d'une capitalisation boursière supérieure à 20 Mds RMB) à se financer *via* le *Shanghai-London Stock Connect*. 820 000 investisseurs particuliers sont éligibles (condition : détenir des actions d'une valeur supérieure à 3M RMB) pour investir dans les CDRs (*Chinese depositary receipts*) à Shanghai, soit seulement 2,1% des investisseurs particuliers en Chine.

Pour rappel, contrairement au *Shanghai-Hong Kong Stock Connect* permettant aux investisseurs d'acheter directement des actions étrangères, le *Shanghai-London Stock Connect* ne permet aux investisseurs que l'achat d'actions étrangères de manière indirecte, sous forme de DR (*depository receipts*) du fait du décalage horaire entre Shanghai et Londres. Les flux de capitaux dans le cadre du programme sont soumis à un quota transfrontalier maximal : un quota total de 250 Mds RMB (36 Mds USD) de Londres à Shanghai ; et un quota total de 300 Mds RMB de Shanghai à Londres. En outre, dans le "Règlement du *Shanghai-London Stock Connect*" publié par la CSRC le 12 octobre 2018, les nouvelles règles, qui diffèrent pour les CDR et les GDR, sont les suivantes: (i) en termes d'actions sous-jacentes, les GDR se basent sur les nouvelles actions émises pour financement ou des actions déjà existantes alors que les CDR ne peuvent être convertis que par des actions existantes ; (ii) en ce qui concerne le délai de remboursement, les GDR sont limités à 120 jours tandis que les CDR ne sont pas limités dans le temps. (cf. Brève du 03/12/2018).

### **Ouverture financière : les nouvelles mesures d'ouverture financière annoncées par les régulateurs chinois lors du forum de Lujiazui à Shanghai**

Yi Huiman, président de la CSRC (le régulateur des valeurs mobilières), a annoncé neuf mesures d'ouverture financière lors du forum de Lujiazui à Shanghai le 14 juin :

- i. Les règles de QFII / RQFII seront révisées afin de faciliter davantage la participation des investisseurs institutionnels étrangers au marché des capitaux en Chine.
- ii. Les actionnaires étrangers de *joint-venture securities* (JV Securities) et de sociétés de gestion de fonds seront autorisés à être simultanément actionnaires majoritaires d'une entité (JV Securities ou sociétés de gestion de fonds) et actionnaires minoritaire d'une autre entité (JV Securities ou sociétés de gestion de fonds).
- iii. Les exigences sur la qualification des actionnaires majoritaires des sociétés de valeurs mobilières seront optimisées, en particulier celle sur les actifs nets.
- iv. La réforme de la circulation intégrale des actions H sera déployée.
- v. La CSRC tiendra compte de la taille de l'actif total et de l'expérience professionnelle de la banque mère des banques étrangères et assouplira les restrictions d'accès imposées aux banques étrangères pour qu'elles puissent exploiter les activités de *fund custodian* en Chine.
- vi. L'ouverture du marché à terme sera renforcée et la gamme de produits « *designated futures* » accessibles aux investisseurs étrangers sera élargie.
- vii. Les produits de *private equity* gérés par des fonds d'investissement étrangers seront autorisés à participer aux transactions via le *Shanghai-Hong Kong Stock Connect* et *Shenzhen-Hong Kong Stock Connect*.

- viii. Des études seront menées pour élargir l'ouverture du marché obligataire, dont l'accès sera élargi aux investisseurs institutionnels étrangers.
- ix. La réglementation régissant les Panda Bonds échangées à la bourse sera formulée de manière à faciliter l'émission d'obligations et la collecte de fonds par les investisseurs institutionnels étrangers.

Le calendrier de la mise en œuvre de ces mesures n'est pas précisé. En outre, PAN Gongsheng, président de la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*), a également indiqué l'introduction de divers instruments de *hedging* sur le marché de change, l'élargissement du champ d'investissements par les investisseurs étrangers et l'augmentation du quota QFII ou même l'annulation du mécanisme de QFII (ce qui permet aux investisseurs internationaux licenciés de participer au marché boursier chinois avec un quota spécifié) pour faciliter les flux de capitaux transfrontaliers.

### Marché boursier : trois entreprises obtiennent l'approbation de la CSRC pour se coter sur le *High-Tech Board*

*Suzhou HYC Technology* (LCD, OLED flexible, semi-conducteur,...), *Suzhou Tztek Technology* (instrument de mesure de précision, équipements de test intelligents, système de fabrication intelligent et véhicules logistiques automatiques) et *Yantai Raytron Technology* (imagerie infrarouge non refroidie et technologies destinées aux capteurs de microsystèmes électromécaniques - MEMS) ont été les premières entreprises à être autorisées à la cotation sur le *High-Tech Board* par la CSRC le 14 juin. Huit autres sociétés ont obtenu l'accord de la Bourse de Shanghai et attendent la réponse du régulateur des valeurs mobilières.

Il convient de souligner que leur processus d'enregistrement sur le *High-Tech Board* a été de 60 jours en moyenne. Sur les bourses de Shanghai et de Shenzhen, le processus d'approbation a duré en moyenne 457 jours en 2018.

Entreprise	Statut	Secteur	Province
Suzhou HYC Technology	Enregistré par la CSRC	Equipement haut de gamme	Jiangsu
Suzhou Tztek Technology	Enregistré par la CSRC	NGIT <sup>1</sup>	Jiangsu
Yantai Raytron Technology	Enregistré par la CSRC	Equipement haut de gamme	Shandong
Advanced Micro-Fabrication Equipment	Approuvé par la Bourse de Shanghai	Equipement haut de gamme	Shanghai
Shanghai MicroPort Endovascular MedTech	Approuvé par la Bourse de Shanghai	Equipement haut de gamme	Shanghai
Western Superconducting Technologies	Approuvé par la Bourse de Shanghai	Nouveaux matériaux	Shaanxi
Ningbo Ronbay New Energy Technology	Approuvé par la Bourse de Shanghai	NGIT	Zhejiang
Espressif Systems (Shanghai)	Approuvé par la Bourse de Shanghai	NGIT	Shanghai
Appotronics Corporation Limited	Approuvé par la Bourse de Shanghai	NGIT	Guangdong
Guangzhou Fang Bang Electronics	Approuvé par la Bourse de Shanghai	NGIT	Guangdong
Hangzhou Dbappsecurity	Approuvé par la Bourse de Shanghai	Recherche scientifique	Zhejiang

Pour mémoire, le *High-Tech Board* adopte pour la première fois un système d'enregistrement, contre un système d'approbation sur les autres bourses chinoises.



## **Banque : UBS en difficulté après les commentaires du chef économiste sur la fièvre porcine**

La CRCC (China Railway Construction Corporation) a retiré le mandat de conseil pour l'émission d'obligations (pour un montant compris entre 500 M et 1 Md EUR), attribué à UBS, après les commentaires de Paul Donovan, chef économiste d'UBS Global Wealth Management. Celui-ci a déclaré, à propos de l'inflation générée en Chine par la fièvre porcine : « cela a-t-il une importance ? Oui, si vous êtes un porc chinois. Ou si vous aimez manger du porc en Chine. Autrement, cela importe peu au reste du monde ». La presse financière parle d'un « swinegate ».

Les excuses d'UBS n'auront pas suffi à désamorcer la controverse en Chine. La décision de la CRCC fait suite à celle de Haitong International Securities (Hong Hong), qui a également rompu avec UBS après une « décision collective » de la société. Ces difficultés touchant UBS en Chine seraient de nature à menacer son implantation et son expansion en Chine, alors que la banque suisse a obtenu en décembre dernier l'autorisation d'augmenter sa part de capital dans sa coentreprise chinoise (UBS Securities) de 24,99% à 51%, ce qui ferait d'UBS la première banque étrangère à détenir une part majoritaire dans une société de placement.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Guerre commerciale : nouvelle rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping prévue en marge du prochain Sommet du G20 à Osaka ; reprise des discussions entre les négociateurs**

Les Présidents américain et chinois ont annoncé, le 18 juin à l'issue d'un entretien téléphonique, la tenue d'une « longue rencontre » bilatérale (selon les mots de Donald Trump) en marge du Sommet du G20 à Osaka prévu les 28 et 29 juin 2019. L'organisation d'une telle rencontre a rapidement été confirmée par l'agence de presse officielle chinoise *Xinhua*. Les deux Chefs d'État ont également instruit à leurs équipes de négociation de reprendre contact en amont du G20. Intervenant devant le Congrès le 19 juin, le représentant américain au Commerce (USTR) Robert Lighthizer a, en particulier, indiqué qu'il s'entreferait par téléphone, de manière imminente, avec le vice-Premier ministre chinois Liu He, avant de le rencontrer physiquement à Osaka, en compagnie du secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin. Pour rappel, aucune session de négociations sino-américaines n'a eu lieu depuis les 9 et 10 mai dernier, date du déclenchement de la dernière escalade tarifaire (voir brèves de la semaine du 6 mai 2019).

[Voir le tweet de Donald Trump](#)

[Lire la dépêche de l'agence Xinhua](#)

### **Guerre commerciale : suspension de la plainte américaine déposée à l'OMC à l'encontre de la Chine sur ses pratiques en matière de PI**

Le panel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) chargé d'arbitrer le différend entre la Chine et les États-Unis sur certaines pratiques chinoises en matière de propriété intellectuelle a annoncé, le 14 juin, la suspension temporaire de la procédure sur demande des États-Unis. Cette suspension temporaire ne pourra pas dépasser les 12 mois, auquel cas la plainte deviendrait caduque. Pour rappel, le dépôt d'une plainte américaine ciblée - alléguant une violation par la Chine, via notamment ses pratiques en matière d'octroi de licences, de plusieurs dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) – faisait partie des trois actions prises par les États-Unis au titre des conclusions de l'enquête 301, qui a par ailleurs abouti à l'imposition de tarifs (voir brèves de la semaine du 19 mars 2018). Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a jugé « bienvenue » cette suspension et a insisté sur le fait que « le gouvernement chinois a adopté des mesures efficaces aboutissant à une protection effective des droits de propriété intellectuelle en Chine et à l'étranger ». Selon la presse, la demande de suspension américaine pourrait s'expliquer par certaines évolutions législatives chinoises récentes – notamment la promulgation de la Loi sur l'investissement étranger ([voir brèves de la semaine du 11 mars 2019](#)) et la réforme du règlement sur les importations et exportations de technologies (TIER – [voir brèves de la semaine du 18 mars 2019](#)) – qui mettraient fin à certaines des pratiques pointées du doigt par l'administration américaine dans sa plainte. Pour mémoire, le cas initié par l'Union européenne, le 1er juin 2018, portant sur les pratiques chinoises en matière de transferts de technologie est, lui, toujours en cours ([voir brèves de la semaine du 28 mai 2018](#)).

[Voir la communication du panel](#)

## **OMC : suspension de la plainte chinoise visant les États-Unis et l'Union européenne sur le dossier dit « de l'Article 15 »**

L'Organisation mondiale du commerce a annoncé, le 17 juin, le retrait de la plainte de la Chine – sur demande de cette dernière – déposée en décembre 2016 visant les méthodologies antidumping américaines et européennes à l'encontre des exportations chinoises. Pour rappel, la Chine estimait ces méthodologies contraire aux règles de l'OMC, suite à l'expiration de certaines dispositions contenues dans l'Article 15 de son Protocole d'Accession à l'OMC (voir brèves de la semaine du 16 décembre 2016). En avril dernier, *Bloomberg* annonçait, citant des sources anonymes proches du dossier, que le panel de l'OMC s'apprêtait à donner à donner raison aux États-Unis et à l'Union européenne. Les autorités chinoises n'ont pas communiqué officiellement sur les raisons du retrait de la plainte de la Chine.

[Voir la communication du panel](#)

## **Relations Chine-Canada : les douanes chinoises bloquent un troisième exportateur de porc canadien**

Le 18 juin, l'administration des douanes chinoises a annoncé la suspension immédiate des exportations de porc émanant de la société canadienne Frigo Royal, suite à la découverte par les autorités chinoises dans le port de Nankin de traces de ractopamine sur un échantillon de viande exporté par l'entreprise. La ractopamine, utilisée au Canada, est interdite en Chine. Pour rappel, Frigo Royal est le troisième exportateur canadien de viande porcine privé d'accès au marché chinois cette année, suite aux blocages de Olymel et Drummond Export début mai (voir brèves de la semaine du 29 avril 2019). La Chine avait aussi décidé, en mars, de bloquer les exportations de deux sociétés canadiennes spécialisées dans le commerce de colza ([voir brèves de la semaine du 4 mars 2019](#)).

## **Relations US-Chine : la Chine maintien des mesures anti-dumping et antisubventions sur les céréales de distillerie américaine**

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a annoncé, le 19 juin, sa décision de maintenir à leur niveau initial les mesures anti-dumping et antisubventions chinoises sur les céréales de distillerie américaine, notamment utilisées dans la production d'éthanol. Pour rappel, ces mesures anti-dumping et antisubventions ont été imposées depuis le début de 2017, pour une période envisagée de 5 ans. Une enquête de réexamen anticipé de ces mesures avait été lancée le 15 avril 2019 suite à une demande formelle par le *US Grains Council* ([voir brèves de la semaine du 22 avril 2019](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

**Electronique : Apple amorce le redéploiement d'une partie de sa chaîne d'approvisionnement hors de Chine**

D'après le *Nikkei Asian Review*, Apple aurait consulté ses principaux fournisseurs en Chine afin d'évaluer la possibilité de délocaliser « entre 15 et 30% » des capacités de production de la marque de la Chine vers l'Asie du Sud-Est, mais aussi potentiellement vers le Mexique ou l'Inde. Parmi les entreprises ciblées, Nikkei cite notamment Foxconn, Pegatron et Wistron, impliquées dans la chaîne de production de l'iPhone, mais aussi Quanta Computer, qui produit la gamme MacBook ou encore Inventec, Luxshare-ICT et GoerTek, spécialisées dans la production des écouteurs de la série Air Pods.

Actuellement, plus de 90% des produits Apple sont assemblés en Chine et, bien que la chaîne d'approvisionnement du groupe américain soit particulièrement éclatée, la Chine héberge à elle-seule 41 des 200 fournisseurs d'Apple. L'importance de la Chine en termes de valeur ajoutée est en revanche plus relative : un article publié en juillet 2018 par *The Conversation* estimait ainsi que, pour un iPhone 7 assemblé en Chine et dont le coût de production total s'élève à 240 USD, seuls 8,5 USD rémunèrent effectivement des activités effectuées en Chine contre 68 USD aux Etats-Unis et au Japon, et 48 USD à Taïwan.

Cette initiative intervient dans le contexte des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, Donald Trump ayant menacé d'augmenter les droits de douane sur 300 Mds USD de produits supplémentaires si aucun accord commercial n'était trouvé entre les deux pays. Mais, il semblerait que cette décision s'inscrive de façon durable dans la stratégie d'Apple. L'entreprise californienne souhaiterait diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Chine indépendamment de la possible conclusion d'une trêve commerciale sino-américaine.

Dans ce contexte, Foxconn, l'entreprise taiwanaise qui assemble en Chine la majorité des iPhones produits dans le monde, a indiqué le 11 juin avoir la capacité de produire la totalité des *smartphones* de la marque hors de Chine si nécessaire. A noter que l'entreprise Foxconn est actuellement en phase de transition puisque son PDG et fondateur, Terry Gou, a annoncé le 21 juin 2019 sa démission dans le but de se consacrer à sa candidature pour la présidence de Taïwan. Paradoxalement, les activités de Foxconn en Chine et le positionnement de Terry Gou en tant que candidat du Kuomintang (parti traditionnellement plutôt proche des intérêts de la Chine) avaient récemment alimenté des accusations de conflit d'intérêt.

Comme rapporté plus tôt dans le mois par le [New York Times](#), à l'occasion de réunions organisées par la NDRC auxquelles participaient des représentants du MOFCOM et du MIIT, le gouvernement chinois annonce à plusieurs entreprises technologiques internationales qu'une délocalisation jugée excessive de leur production chinoise ferait l'objet de représailles. Microsoft, Dell et Samsung, entre autres, faisaient partie des entreprises convoquées par les autorités chinoises.

[Lire l'étude de The Conversation](#)

[Consulter la liste des fournisseurs d'Apple dans le monde](#)

**Industrie: la croissance de la production industrielle marque le pas**

Le Bureau National des Statistiques (BNS) a annoncé vendredi 14 juin 2019 que la production industrielle en Chine n'avait progressé que de 5% entre mai 2018 et mai 2019, en déclin par rapport

au mois d'avril (+5,4%). Ce taux de croissance annuel est le plus bas observé dans le pays depuis février 2002 et se situe en deçà des prévisions, que les analystes estimaient autour de +5,5%. Le porte-parole du BNS, Fu Linghui, a indiqué que de telles fluctuations mensuelles étaient « normales » et a insisté sur la nécessité d'analyser l'économie chinoise sur le long terme. Néanmoins, selon Goldman Sachs, les incertitudes concernant la guerre commerciale combinées à un recul ponctuel de la relance budgétaire en avril auraient eu un fort impact sur la demande intérieure, qui serait la principale cause de ce ralentissement.

La veille, l'agence Xinhua avait pourtant relayé une annonce de la *State-owned Asset Supervision and Administration Commission (SASAC)*, organe chargé de la supervision des entreprises d'Etat, fixant un objectif de croissance des profits à 9% pour les 97 principaux conglomérats industriels du pays en 2019. Selon les données officielles, le bénéfice cumulé des principales entreprises publiques a d'ores et déjà augmenté de 13,1% sur les trois premiers mois de l'année 2019 par rapport à l'année précédente. D'après la SASAC, parmi ces « champions nationaux », 20 entreprises publiques spécialisées dans l'aérospatial, l'énergie, les mines et la construction ont d'ores et déjà annoncé une croissance de leurs profits de l'ordre de 12% pour l'année en cours.

A l'inverse, le secteur de l'automobile est particulièrement en difficulté, comme l'illustrent les chiffres de ventes de véhicules publiés par la *China Association of Automobile Manufacturers (CAAM)*, en baisse de 16,4% (-17,4% pour les véhicules de tourisme) en mai 2019 par rapport à 2018. Outre le déficit de confiance des consommateurs, le marché automobile est affecté cette année par une baisse drastique des subventions à l'achat de véhicules électriques (entre -45% et -60%).

### **Internet : Alibaba réorganise ses activités innovantes dans la perspective d'une levée de fonds**

Le 18 juin 2019, Daniel Zhang, qui succédera en septembre à Jack Ma en tant que PDG d'Alibaba, a annoncé une réorganisation des activités du groupe. Freshippo (Hema Fresh), une filiale de supermarchés « connectés » et spécialisé dans les produits frais, devient ainsi une entité autonome. A l'inverse, DingTalk, une plateforme de communication professionnelle se voit intégrée à la division *cloud* du groupe.

Du point de vue des ressources humaines, l'ex-directrice financière, Maggie Wu, se voit confier la tâche de superviser les acquisitions stratégiques et les investissements du groupe, en lien avec Joe Tsai, le vice-président exécutif, considéré comme le bras droit de Jack Ma.

Ces changements organisationnels interviennent alors qu'Alibaba aurait, selon Bloomberg, déposé une demande officielle de cotation secondaire à la bourse de Hong Kong en mai 2019 (le groupe est déjà coté à New York), avec pour objectif de lever 20 Mds USD. Cette opération permettrait de financer le développement du groupe et l'innovation mais également de diversifier les sources de liquidités du groupe.

Dans le même temps, Alibaba a annoncé à l'occasion du CES Asia 2019 un partenariat avec Honda, Renault et Audi pour l'intégration d'un assistant vocal développé par Tmall Genie, qui appartient à Alibaba, dans certaines gammes de véhicules produites pour le marché chinois.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Développement durable : plan d'action chinois pour limiter les émissions de méthane

A l'occasion d'une Journée nationale pour la sobriété en carbone, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a annoncé la préparation d'un plan d'action visant à baisser les émissions nationales de méthane. Selon les statistiques officielles, la Chine aurait émis 55,3 millions de tonnes de méthane en 2014 (env. 10% des émissions mondiales), soit l'équivalent de 1,1 Mds de tonnes de CO<sub>2</sub>. Le secteur de l'énergie chinoise serait responsable d'env. 45 % des émissions devant le secteur agricole responsable de 40 %.

Le même jour, l'Institut pour les objectifs de développement durable de l'Université Tsinghua et l'ONG américaine *Environmental Defense Fund* (EDF) ont lancé une plateforme d'échanges et de renforcement des capacités pour réduire les émissions de méthane en visant un objectif de neutralité d'ici 2050.

Cet objectif de neutralité constitue un véritable défi au regard du contexte du secteur énergétique actuel (les énergies fossiles représentent env. les trois quarts du bouquet électrique chinois) et du développement des projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures.

Pour mémoire, l'ONG EDF avait annoncé en 2018 travailler sur le lancement d'un satellite à l'horizon 2021 pour traquer les émissions de méthane.

### Développement durable : semaine nationale de promotion de l'efficacité énergétique et publication d'un Plan d'action pour une meilleure efficacité dans les technologies du froid

Dans le cadre de la Semaine nationale de promotion de l'efficacité énergétique du 17 au 23 juin (rendez-vous annuel organisé depuis 1991 sous l'égide du Conseil des affaires d'Etat), la Commission nationale du développement et de la réforme (en anglais : NDRC) a publié un « Plan d'action pour un refroidissement efficace » ayant pour objectif d'améliorer les standards d'efficacité énergétique, d'augmenter l'offre des produits verts et promouvoir la consommation verte dans le secteur du refroidissement. A noter que ce « Plan » a souligné la volonté de la Chine de favoriser la ratification et la mise en œuvre de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal sur la réduction des HFC.

Pour mémoire, selon les deux rapports publiés par la revue scientifique « Nature », dès 2012, environ 7,000 tonnes de plus de CFC-11 que prévu sont émises illégalement par an à l'Est de la Chine. CFC-11 est interdit par le protocole de Montréal de 1987 en raison de son effet délétère sur la couche d'ozone.

### Gestion des risques : tremblement de terre dans le Sichuan

Un tremblement de terre de magnitude 6 sur l'échelle de Richter a touché la ville de Yibin dans la province du Sichuan, faisant 13 morts et plus de 200 blessés et endommageant plus de 12 000 maisons selon le Ministère de la gestion des urgences. Le Ministère des finances et le Ministère de la gestion des urgences ont conjointement annoncé une dotation de 100 millions de CNY (env. 13 M EUR) au Sichuan.



Selon le quotidien *China Daily*, des alertes avaient été relayées à la population locale sous plusieurs formats 10 secondes avant le ressenti de la secousse.

Pour mémoire, l'atténuation et la gestion de crise liées aux tremblements de terre sont inscrites dans le 13<sup>ème</sup> plan quinquennal (2016-2020), le pays visant notamment à développer des infrastructures résilientes dans ses provinces les plus exposés aux risques sismiques telles le Sichuan. Cette même province avait connu un tremblement de terre de magnitude 8 causant env. 88 000 morts en 2008.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## HONG KONG et MACAO

### Macro : ralentissement annoncé de la croissance des exports en 2019

Dans le contexte de guerre commerciale entre les Etats Unis et la Chine, et de ralentissement de l'économie chinoise (et hong kongaise avec une hausse du PIB de 0,9% au T1 2019), la Hong Kong's Trade Development Council vient d'annoncer que les exportations de Hong Kong ne progresseraient en 2019 que de 2% contre 5% prévus. Le mois de mai s'est conclu par un recul de la bourse (Hang Seng Index, HSI ) de 11,7% comparé à mai 2018.

### Finance : manifestations contre le projet de loi sur l'extradition et turbulences sur le marché boursier

La mobilisation contre le projet de loi qui permettrait l'extradition vers la Chine s'est accompagnée de turbulences sur la bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng chutant de -2,4% entre le 11 et 14 juin. Le taux interbancaire, le HIBOR, est monté à 2,62% le 13 juin 2019, le plus haut niveau depuis 2008.

### Monnaie : décision de la FED sur les taux: les autorités monétaires hongkongaises appellent à la vigilance pour contrôler la volatilité des marchés

La politique monétaire de Hong Kong est intimement liée à celle des Etats-Unis dans le cadre du peg qui arrime son taux de change à celui de l'USD. Le taux interbancaire, le HIBOR, a progressivement augmenté en 2018, pour atteindre un record à 2,62% le 13 juin 2019, le plus haut niveau depuis 2008. Depuis février 2019, le taux de change du HKD en USD a atteint plusieurs fois la limite basse de la bande de fluctuation établie en 2005 (7,75 - 7,85 HKD pour 1 USD), avec une intervention de la HKMA en mars 2019 à hauteur de 191 M USD, afin de faire remonter le cours du HKD. Le taux de change du HKD remonte depuis le 30 mai pour atteindre 7,8143 le 20 juin.

Après la décision de la FED de maintenir ses taux dans la fourchette 2.25%-2.50%, le président de la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) Norman CHAN, a rappelé ce lien entre le HKD et l'USD et a appelé les opérateurs à la vigilance pour contrôler les risques éventuels liés à la volatilité des marchés : « although the FOMC has kept the fed funds rate unchanged, we note its comments on increased uncertainties in the US economic outlook, and an obvious split in Members' views on interest rate path. While half of members preferred the interest rate to remain unchanged this year, the other half considered one or two reductions necessary. Future direction of fund flows has become more uncertain in view of the increased uncertainties in the Fed's monetary policy direction. The public should stay vigilant in managing the potential risks arising from market volatilities »

Les réserves officielles en devises de Hong Kong (HKMA) atteignent 437,8 milliards USD fin mai 2019 après 436,4 milliards USD en avril. Les réserves de Hong Kong ont représenté en moyenne 205,39 milliards USD entre 1993 et 2019, atteignant un maximum de 443,4 milliards USD en février 2018.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Hannah Fatton, Zilan Huang, Thomas Harbor, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Ghislain Lunven, Valérie Liang-Champrenault

**Revu par :** Pierre Martin, Julien Dumond, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux